

## FAITS SAILLANTS

- En 2018, la communauté humanitaire aura besoin de 515,6 millions de dollars pour apporter une réponse à 1,9 millions de Centrafricains.
- L'activisme des groupes armés dans les préfectures de l'Ouham et de l'Ouham Pendé suscite d'importants mouvements de population. On dénombre plus de 65 000 déplacés à Paoua, 10 000 à Boguila et 7 400 à Markounda.
- La présence d'éléments de groupes armés dans les sites de déplacés constitue une menace pour la protection des civils.

## CHIFFRES CLEFS

# de personnes déplacées	688 700
# de réfugiés centrafricains	546 000
Population ayant besoin d'une aide humanitaire	2,5 M
Population touchée par l'insécurité alimentaire	2 M

## FINANCEMENT

**515,6 millions \$**  
Requis pour le Plan de réponse humanitaire en 2018

OCHA encourage les partenaires et les bailleurs à rapporter de leurs financements à travers le Financial Tracking Service (FTS). Cette action collective permet de suivre le taux de financement du Plan de réponse humanitaire, analyser les gaps et les besoins et prendre les décisions stratégiques appropriées pour l'allocation des fonds. Contribuer au FTS participe à l'effort de transparence et de redevabilité de l'aide et contribue à ce qu'elle soit mise en œuvre de manière effective, efficace et dans le respect des principes humanitaires.



©UNOCHA/Virginie Béro

## Au sommaire

- En 2018, la communauté humanitaire compte apporter une assistance à 1,9 millions de Centrafricains P.1
- Paoua, une nouvelle crise humanitaire P.2
- La Chine contribue à la réponse humanitaire d'urgence en Centrafrique P.4

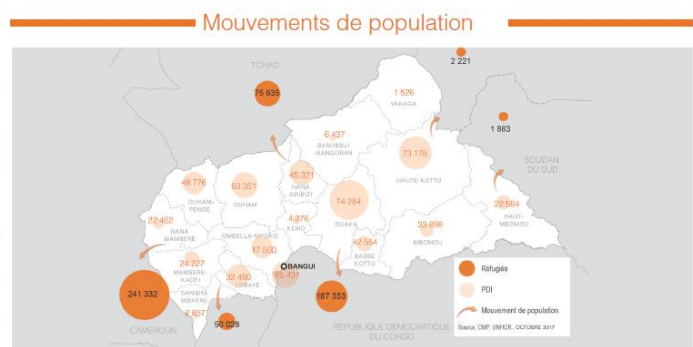
## En 2018, la communauté humanitaire compte apporter une assistance à 1,9 millions de Centrafricains

Le Gouvernement centrafricain et l'Equipe humanitaire pays ont procédé le 24 janvier 2018 au lancement officiel du Plan de réponse humanitaire 2018. Evalué à 515,6 millions de dollars (soit 275,7 milliards de francs CFA), il prévoit de répondre aux besoins vitaux de 1,9 million de Centrafricains.



## APERÇU DU PLAN DE REPONSE HUMANITAIRE 2018

La République centrafricaine demeure un pays fragile. Meurtrie par plusieurs années de conflit dont l'impact perdure, elle doit faire face à des défis tant structurels que conjoncturels. De multiples foyers de tension et violence ont vu le jour à travers le pays en 2017 et ont gagné des régions qui autrefois jouissaient d'une certaine stabilité. Ces violences ont considérablement accru les besoins humanitaires et provoqué des vagues de déplacement que la Centrafrique n'avait plus connues depuis 2014. Plus de 600 000 personnes étaient déplacées internes au mois de novembre 2017 et plus de 500 000 réfugiés dans les pays voisins.



car.humanitarianresponse.info / www.unocha.org / twitter: @OCHA\_CAR

Le lancement du Plan de réponse humanitaire intervient alors que les indicateurs restent très inquiétants pour la Centrafrique. Tout au long de l'année 2017, les acteurs humanitaires ont été en mesure d'apporter une assistance vitale dans divers secteurs à 1,3 millions de personnes mais leur environnement opérationnel a souvent été mis à mal par la recrudescence de la violence. En un an, le nombre de personnes déplacées internes a augmenté de 71%, passant de 402 240 à 688 700.

Des réfugiés qui commençaient progressivement à revenir spontanément en Centrafrique à la faveur d'une accalmie ont dû à nouveau quitter le pays et leur nombre dans les pays limitrophes s'élève désormais à 545 873, soit 20% de plus qu'en début d'année dernière. Cette situation exclut 1,2 millions de Centrafricains de la jouissance de droits fondamentaux et les éloigne parfois de tout espoir de relèvement rapide. De ce fait, selon l'Aperçu des besoins humanitaire, 2,5 millions de personnes auront besoin d'une assistance en 2018.

Malgré une situation humanitaire relativement sombre, le Coordonnateur humanitaire, Najat Rochdi, a souhaité placer l'année 2018 sous le signe de l'espoir. « L'espoir du retour des déplacés internes dans leur village, dans leur maison, sur leurs terres, en un mot un retour à leur vie. L'espoir que tous les élèves bacheliers puissent passer leurs examens. L'espoir que tous les enfants puissent aller à l'école. L'espoir de vivre sans peur, sans terreur. (...). L'espoir d'un lendemain sûr, prometteur et des rêves non plus brisés mais réalisés ».

Cette confiance pour la sortie de crise en République centrafricaine est puisée dans la résilience des Centrafricains, l'engagement de la communauté internationale en RCA et celle des travailleurs humanitaires. En effet, malgré le sous-financement persistant de l'action humanitaire au cours des quatre dernières années, la communauté humanitaire, en 2017, a prouvé qu'elle pouvait faire beaucoup, avec des moyens limités comparés à l'ampleur des besoins. Des objectifs cruciaux ont été réalisés grâce aux contributions généreuses de l'ensemble des bailleurs de fonds qui ont permis de sauver tant de vies a spécifié Najat Rochdi.

L'année 2017 a été marquée par l'irruption d'importants foyers de tension et une augmentation des besoins humanitaires sans précédent depuis 2014. « La situation requiert plus que jamais une attention particulière » a souligné le Coordonnateur humanitaire. Elle a toutefois rappelé qu'une synergie d'efforts nationaux et internationaux permettrait à tous « d'accompagner le pays dans sa marche vers le bien-être de la population, la paix et le développement ».

En 2017, grâce au soutien des bailleurs de fonds et à l'engagement indéfectible de la communauté humanitaire, le Plan de réponse humanitaire a été financé à hauteur de 39%. Les 255 millions de dollars mobilisés pour la réponse humanitaire ont permis notamment de faire bénéficier plus d'1,3 million de personnes affectées par les crises d'un approvisionnement d'urgence en eau potable et plus de 600 000 personnes d'une aide alimentaire d'urgence. Près de 9 000 tonnes d'assistance humanitaire ont été délivrées aux personnes les plus vulnérables sur l'ensemble du territoire. Plus de 60 000 enfants ont bénéficié d'activités éducatives dans les sites de déplacement et les communautés hôtes.

Cependant, une réponse n'a pas pu être apportée à l'ensemble des besoins faute de financements suffisants. A l'occasion du lancement du Plan de réponse humanitaire pour 2018 la communauté humanitaire et le Gouvernement ont invité la communauté internationale à s'engager davantage pour assurer une réponse humanitaire à l'échelle des besoins et un avenir meilleur aux enfants, aux femmes et aux hommes de la Centrafrique.

## Paoua, une nouvelle crise humanitaire

La ville de Paoua à l'Ouest de la Centrafrique était encore présentée il y a peu comme un exemple réussi d'entrée dans une phase de relèvement. Plusieurs acteurs y menaient par exemple des projets destinés à renforcer la résilience des communautés affectées par la crise à travers des activités génératrices de revenus. Ce tableau s'est brusquement assombri à partir de décembre 2017 lorsque des groupes armés ont commencé à s'affronter dans les villages périphériques. Plus de 65 000 personnes fuyant la violence et les exactions des groupes armés se sont réfugiées à Paoua, sur des sites spontanés ou dans des familles d'accueil. Certains se sont cachés dans la brousse tandis que 18 000 personnes traversaient la frontière pour se réfugier au Tchad.

Paoua qui comptait environ 40 000 personnes a pu initialement faire face à cet afflux massif grâce à la générosité de ses habitants. La communauté humanitaire s'est mobilisée rapidement afin d'apporter une réponse aux déplacés mais aussi aux familles d'accueil dont les maigres ressources se sont vite taries.

**« La situation requiert plus que jamais votre attention et notre action collective. Car nous pouvons dans l'union des efforts nationaux et internationaux, soutenir une sortie durable de la crise humanitaire centrafricaine et accompagner le pays dans sa marche vers la paix et le développement », Najat Rochdi, Coordonnateur humanitaire**



## Des milliers de tonnes de vivres distribués

Les déplacés ont dû quitter leurs villages dans la précipitation en laissant tous leurs biens derrière eux et sans surveillance. Marie-Claire Denaidi-Gabita, déplacée et mère de 10 enfants, a marché pendant cinq jours pour franchir les 57 kilomètres qui séparent le village de Bemal de Paoua. « J'ai attrapé quelques feuilles d'hibiscus pour tromper la faim de mes enfants » assure-t-elle. La ceinture de villages au nord de Paoua était considérée comme le grenier de la région et même au-delà. « J'ai laissé du sésame, du manioc et tout ce dont j'ai besoin pour vivre sans aucune sorte de surveillance, raconte amèrement Bellon Begoto, un agriculteur déplacé. J'ai besoin de sécurité pour retourner chez moi. Je n'ai rien à faire ici. Je veux retourner à Begatra d'où je viens pour continuer à cultiver ma terre ». Cette situation est bouleversante pour les agriculteurs qui ont travaillé pendant des mois pour préparer leurs récoltes.



©OCHA/Yaye N. SENE. Paoua, Préfecture de l'Ouham Pendé, RCA (12 janvier 2018) Déplacés et familles d'accueil repartent avec des rations alimentaires pour sept jours. Cette aide permettra d'alléger la pression qui pèsent sur tous.

Les champs, prêts à être récoltés, ont été laissés sans surveillance. Les fermiers étant privés d'accès à leurs récoltes, la sécurité alimentaire risque de se dégrader dans la région. Les villages sont presque vides. Seules les personnes âgées ou handicapées, qui ne pouvaient pas s'échapper, sont restées.

La pénurie de certaines denrées entraîne déjà une flambée des prix. Au marché, les femmes affirment que le prix des produits de base, tel que le manioc, ont déjà doublé ou triplé. Zahra, une commerçante, craint que le pire ne se produise. « Nos réserves se termineront dans une semaine. Nous ne savons pas comment nous allons les renflouer ».

Dans l'immédiat, une distribution d'aide alimentaire aux déplacés et aux familles hôtes a démarré. Entre le 11 et le 31 janvier 2018, 395 tonnes de vivres ont été distribuées. Des suppléments nutritionnels ont servi à pallier les carences des enfants et de ceux qui ont été le plus affaiblis par des jours de marche à travers la brousse.

## Des déplacés à perte de vue

Gisèle Aladjikimi vit dans une seule pièce qui abrite aujourd'hui 24 membres de sa famille élargie, en provenance de Bekatra, à 19 km à l'est de Paoua. « Nous avons partagé ce que nous avons, et maintenant nous avons besoin de nourriture, de savon et de médicaments ... de tout ce qui pourrait nous être utile ». Le moindre espace, des lieux de cultes comme les maisons des familles d'accueil, est occupé. Les moins chanceux comme Yvette ou Evelyne, chacune mère de 7 enfants, dorment à la belle étoile.



©OCHA/Yaye N. SENE. Paoua, Préfecture de l'Ouham Pendé, RCA (12 janvier 2018). C'est dans cette pièce exiguë que Gisèle accueille 24 membres de sa famille. D'autres familles hébergeraient jusqu'à 100 déplacés ou plus.

Les acteurs humanitaires ont réussi à construire 10 abris communautaires dans les quartiers où se trouvent la plus grande concentration de déplacés. Ils sont à pied d'œuvre pour renforcer le système d'assainissement de la ville qui n'est pas prévu pour une telle population. Les déplacés ont également reçu des articles non alimentaires pour faciliter leur installation temporaire. Malgré la disponibilité de l'eau, certaines familles n'y ont pas accès faute de récipient. 26 forages ont été réparés et des kits d'hygiène distribués pour permettre aux déplacés de purifier l'eau une fois qu'elles y ont accès.

### Une santé fragilisée

La santé des déplacés a été fragilisée par les longues distances parcourues afin de gagner Paoua. Les enfants, notamment ceux en bas âge, sont épuisés, atteints de paludisme, de diarrhée ou de maladies respiratoires. Gisèle Maraba, une jeune mère, ne peut cacher son anxiété. Elle a parcouru 22 km à pied en une journée avec son bébé de 9 mois, qui souffre d'une grave crise de paludisme. « J'espère qu'elle va survivre » dit-elle. La même inquiétude taraude Nella, 23 ans et originaire de Bekatra. Mère de trois enfants, elle a donné naissance à son dernier enfant à son arrivée à Paoua.

Des soins de santé gratuits sont fournis, y compris des traitements contre le paludisme aux communautés déplacées et hôtes. Des cliniques mobiles sillonnent aussi les quartiers de Paoua pour offrir des soins de santé de base aux déplacés.



©OCHA/ Yaye N. SENE. Paoua, Préfecture de l'Ouham Pendé, RCA (12 janvier 2018). Un enfant qui a certainement parcouru une longue distance à pied, dort devant un abri de fortune en face du point de regroupement des déplacés de l'Eglise Avenue. Selon le pasteur, le site abrite 300 déplacés arrivés par vagues successives depuis la fin du mois de décembre 2017.

## La réponse humanitaire en Centrafrique bénéficie d'une première contribution de la Chine

Plus de 130 000 personnes dans les préfectures de la Haute-Kotto, de la Basse-Kotto, du Mbomou et du Haut-Mbomou recevront des vivres grâce à une contribution de la République populaire de Chine d'un montant de 2 millions de dollars américains allouée au Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM). Des aliments nutritifs enrichis seront fournis à 13 200 enfants de moins de deux ans qui recevront une assistance pendant deux mois pour prévenir la malnutrition aiguë.

Grâce à cette contribution, le PAM a acheté des produits alimentaires et nutritionnels pour fournir une assistance alimentaire d'urgence aux personnes déplacées par la violence dans le sud-est du pays.

« Nous sommes reconnaissants pour ce soutien qui renforce les efforts visant à fournir une assistance alimentaire et nutritionnelle aux personnes dont la vie a été bouleversée par la recrudescence de la violence dans le pays », a déclaré Felix Gomez, Représentant du PAM en Centrafrique.

En raison des crises récurrentes qui ont affecté la Centrafrique, un grand nombre d'agriculteurs n'ont plus accès à leurs champs. Dans un pays où les revenus de 75% de la population proviennent de l'agriculture, cette situation a un impact très négatif sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des personnes affectées par la crise. D'après l'Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire (ENSA) conduite en 2017, la moitié de la population doit faire face à l'insécurité alimentaire et 6 sous-préfectures sanitaires ont un taux de malnutrition aiguë supérieur au seuil d'urgence de 15%.



©OCHA/ Yaye N. SENE. Paoua, Préfecture de l'Ouham Pendé, RCA (12 janvier 2018). La malnutrition aiguë sévère est supérieure au seuil d'urgence de 2% dans 11 sous-préfectures. La prévalence nationale du retard de croissance s'élève à 40% et touche environ 340 000 enfants âgés de 6 à 59 mois dont 51% de filles.

## Santé maternelle : des soins de qualité à moindre coût pour les retournés

Après la fermeture du site de déplacés de M'Poko, les déplacés originaires du quartier voisin de Boeing, dans le sud-ouest de la capitale Bangui, ont pu regagner leur domicile. La majorité des habitations et des infrastructures du quartier avait été détruites pendant la crise de 2014.

Aujourd'hui, les retournés sont confrontés à des difficultés pour accéder aux soins de santé par manque de moyens et à cause de l'insécurité notamment pour les urgences de nuit. Le centre de santé le plus proche est à trois kilomètres.

Certaines femmes enceintes ont perdu la vie ou celle de leur enfant par manque d'assistance pendant l'accouchement. Depuis septembre 2017, l'ONG nationale Association des femmes pour le développement social de Daméca/AFDSD (Daméca est un secteur de Boeing) gère la maternité du quartier, réhabilitée par un partenaire humanitaire.

Les femmes se félicitent de cette initiative et témoignent de cette réussite.

Sophie, une primipare de 18 ans affirme avoir accouché sans difficultés grâce aux services proposés par l'ONG. « Je suis une retournée, je n'ai pas les moyens de payer les consultations prénatales. J'ai pu bénéficier de soins à moindre coût pendant toute ma grossesse jusqu'à l'accouchement » dit-elle.

La maternité de Boeing effectue en moyenne trois accouchements par jour. Compte tenu du manque de moyens matériels et de personnels plus qualifiés. Les cas avec complication sont référés à la maternité des Castors pour les accouchements et au Complexe pédiatrique de Bangui lorsqu'il s'agit d'enfants ou de nouveaux nés.

Depuis la réouverture de la maternité jusqu'en janvier 2018, 1336 patients y ont été admis pour des pathologies diverses. Après le paludisme, les cas les plus nombreux sont ceux liés aux traumatismes vécus pendant la crise », indique Nicole Nambgeï, Coordinatrice de l'ONG.

L'ONG AFDSD a été créée en 1999 et est opérationnelle depuis 2006 dans les secteurs de la santé et de la protection. Elle est le fruit de l'association de six femmes diplômées de la Faculté des sciences de la santé de l'Université de Bangui. En décembre 2013, l'ONG a été pillée et incendiée. Ses agents de santé, habitants de Boeing, s'étaient réfugiés sur le site des déplacés à M'Poko.

De retour à Boeing, l'ONG n'a plus les moyens qu'elle avait avant la crise. L'insécurité constitue un défi majeur car certains acteurs humanitaires hésitent maintenant à nous aider à cause de l'instabilité qui règne encore dans le 3ème arrondissement de Bangui », indique la Coordinatrice.

L'ONG AFDSD se trouve au quartier Boeing à proximité du 3ème arrondissement de Bangui. Pour contacter AFDSD : +236 72 46 30 68/+236 75 05 95 80.



©OCHA/Virginie Bero. Boeing, Préfecture de l'Ombella M'Poko, RCA (06 février 2018). La maternité de Boeing garde les femmes qui viennent d'accoucher en observation pendant 48 heures. Une somme forfaitaire de 4000 FCFA permet à l'ONG de s'approvisionner en produits pharmaceutiques et de faire face aux dépenses courantes.



## Bonne nouvelle



Du 10 au 11 janvier 2018, 489 ménages, soit environ 2 445 personnes, ont quitté volontairement le site de déplacés internes de Lazare pour retourner dans leurs quartiers d'origine dans la ville de Kaga Bandoro. Ces retours ont été facilité par le Projet d'appui au retour (PARET), exécuté par le ministère de l'Action humanitaire en collaboration avec le HCR. Les ménages ont bénéficié d'un appui financier de 50 000 FCFA (environ 95 \$). Avant cette opération, le site comptait 5157 personnes. A Kaga Bandoro, environ 14 753 personnes vivent encore dans les sites de déplacés.

## En bref



Le Sous-Secrétaire général aux affaires humanitaires et Coordonnatrice adjointe des secours d'urgence, Mme Ursula Mueller, effectuera une visite officielle en République centrafricaine (RCA), du 18 au 22 février 2018. Cette visite sera l'occasion pour Mme Mueller d'évaluer l'ampleur de la crise et de lancer un appel pressant à la communauté internationale pour qu'elle apporte un soutien accru à la réponse humanitaire pour la RCA.

## Le saviez-vous ?

Combien de personnes ont bénéficié d'un approvisionnement en eau potable en 2017 ?



**Le tweet du mois**  
**Suivez-nous sur @OCHA\_CAR**



Pour plus d'informations, veuillez contacter :

**Joseph Inganji**, Chef de Bureau, [inganji@un.org](mailto:inganji@un.org), Tel. (+236) 70738730

**Yaye Nabo Séné**, Cheffe, Information publique, [seney@un.org](mailto:seney@un.org), Tel. (+236) 70087565

Les bulletins humanitaires d'OCHA sont disponibles aux adresses suivantes : [www.unocha.org/car](http://www.unocha.org/car) | [www.unocha.org](http://www.unocha.org) |